



**Pistes de recherches pour l'action**  
**« Pauvretés d'hier, d'aujourd'hui... et demain ? »**  
**du CNAHES Grand Est**

Envoi de Madame Perrine VIGNOLLE - 4/03/21

**ARCHIVES ANCIENNES [antérieures à la Révolution]**

- **2 B 1069** : Enfants trouvés (1768-1781) : Procès-verbaux de baptêmes (1771-1773). Exécutoires pour la nourriture.

**SERIE L [administration de l'époque révolutionnaire]**

- **L 2146** : Cahier de doléances de Beaulieu en Argonne de 1789
- **L 1531-1584** : Assistance publique [Secours publics, charité].

**ARCHIVES HOSPITALIERES**

- **H dépôt 1/B59** : Hôpital de Bar-le-Duc. Fondation en faveur des pauvres passants. 1750-1752
- **H dépôt 8/H1** : Gondrecourt-le-Château. Construction de la Maison de charité 1762.
- **H dépôt 8/Q10** : Gondrecourt-le-Château. Registre matricule des indigents secourus à domicile. 1880-1936
- **H dépôt 12/14** : Accord fait entre l'Aumônerie de l'abbaye et le Chapelain de l'Hôpital de Saint-Mihiel, et portant que le dit Chapelain jouira de tous les droits et profits portés à lettre de fondation, à charge de dire tous les jours la messe et d'administrer les sacrements aux pauvres de l'Hôpital. 1539
- **H dépôt 12/42** : Registre de distribution journalière aux pauvres de la ville de Saint-Mihiel (pain, viande, bouillon). 1819 à 1829
- **H dépôt 12/56** : Deux plans de la Charité à Saint-Mihiel. XVIII<sup>e</sup> siècle
- **H dépôt 12/60** : Malades indigents des campagnes. Arrêté du Préfet. 1852 à 1873.
- **H dépôt 12/63** : Hôpital de Saint-Mihiel. Assistance médicale gratuite, admission : correspondance, instructions, bulletins d'entrée à l'hôpital, arrêtés, certificats médicaux ; legs de particuliers pour fonder des lits aux indigents : liste des lits avec le nom des bénéficiaires, leur lieu et date de naissance, leur date d'entrée, de départ ou de décès. 1894-1935
- **H dépôt 12/165** : Hôpital Sainte-Anne de Saint-Mihiel. Registre des enfants abandonnés. 1812-1841
- **H dépôt 12/166-172** : Hôpital Sainte-Anne de Saint-Mihiel. Registres des enfants trouvés et assistés. 1841-1886
- **H dépôt 12/173** : Saint-Mihiel. Registre matricule des vieillards, incurables, orphelins, enfants de familles indigentes et enfants assistés. 1909-1942
- **H dépôt 14/178bis** : Ligny-en-Barrois. Médicaments donnés aux pauvres de la ville. Sd

- 
- **H dépôt 15/29** : Stenay. Registre d'inscription des indigents. 1920-1924
- **H dépôt 17/1** (anciennement H dépôt 17/IA1) : Réponses aux demandes sur la fondation, les revenus, les charges, etc. de l'hôpital de Verdun. — Mémoire sur l'état actuel de l'hôpital Ste-Catherine de Verdun, présenté à l'évêque le 24 novembre 1736. — Lettre de l'intendant de Creil aux administrateurs de l'hôpital, leur transmettant la demande par le contrôleur général d'un mémoire, indiquant la fondation et les lettres patentes qui ont autorisé cette fondation, les arrêts du Conseil rendus en la faveur de l'établissement, l'état des revenus avec l'évaluation des revenus en nature, les aumônes annuelles, les dépenses générales et les charges de l'hôpital, l'état des dettes avec leur origine et leur nature, des observations sur l'occupation des pauvres, les différentes réunions d'autres établissements hospitaliers, la manière et la forme des comptes, enfin la composition du bureau d'administration. (1749) — Mémoire pour l'hôpital général de Ste-Catherine de Verdun, en réponse aux questions posées par le contrôleur général, avec un mémoire sur le travail des pauvres. (1750) — Mémoire pour l'hôpital général de Ste-Catherine, présenté en conséquence de la déclaration du roi du 11 février 1764 (1768) — Déclaration des biens, revenus et charges de l'hôpital général de Ste-Catherine, faite en conséquence de la lettre de Mgr le contrôleur général du 18 novembre 1774. (1775)
- **H dépôt 17/11** (anciennement H dépôt 17/IA11) : Mémoire rappelant la plainte adressée par les bonnetiers de la ville de Verdun contre l'entreprise des Juifs de Metz, au préjudice de l'hôpital de Verdun, où les femmes et les pauvres s'emploient à la fabrication des bas, et l'arrêt du Conseil d'État du 29 mai 1686 défendant à ces Juifs et à tous autres négociants de porter et vendre dans la ville de Verdun des bas forains d'une valeur au-dessous de 30 sols. (1686) — Plainte adressée au lieutenant général de police au baillage de Verdun par les administrateurs de Ste-Catherine, contre les jurés bonnetiers de la ville, qui ont saisi des bas exposés en vente par la sœur économe, et pièces du procès soutenu contre les bonnetiers. (1730) — Sentence du lieutenant général de police de Verdun, maintenant l'hôpital de Verdun et les enfants qui en sortent dans la possession immémoriale de l'exemption du droit de bannette envers tous les corps et communautés de la ville : sentence rendue contre le corps et communauté des maîtres huiliers de Verdun. (1733) — Sentence du même tribunal rendue contre les maîtres jurés du corps et communauté des cordonniers de Verdun, confirmant l'hôpital de Ste-Catherine dans l'exemption du droit de bannette. (1735)
- **H dépôt 17/579** : Différentes cartes d'identité - Différents livrets de famille 1900- Différentes pièces personnels- Frais de séjour 1920 - 1925- Subventions aux Indigènes d'Afrique du Nord 1927 - 1937- Délibérations (exonérations des frais de séjour) 1931 - 1939- Droits des pauvres (spectacles, concessions) 1934 - 1936- Délibération du Conseil municipal (frais d'hospitalisation en litiges) 1936 - 1940- Malades en traitement de plus de 3 mois 1937- Admission des indigents de Verdun (malades tombés sur le territoire) 1930 - 1933

#### **SERIE X [Assistance et prévoyance sociales]**

Nombreux documents concernant l'aide sociale, les établissements de bienfaisance, les sociétés de secours mutuels, l'assistance médicale gratuite, l'assistance obligatoire aux vieillards, aux familles nombreuses... > Consulter l'inventaire complet sur le site [archives.meuse.fr](http://archives.meuse.fr)

## SERIE M [Administration générale et économie]

- **6 M 112-113** : Indices du coût de la vie. Tableaux nationaux et départementaux. 1920-1939
- **6 M 259** : Mesures contre le gaspillage du pain : affiche, correspondance, extraits du registre des délibérations du Conseil général, coupures de presse. 1926-1927
- **10 M 43** : Instauration de travaux de secours aux travailleurs atteints par le chômage : instructions, correspondance, réponses des sous-préfets sur la situation du chômage et de la misère dans chaque arrondissement, états des travaux et dépenses effectués avec statistique des années 1896-1898 (1896-1912). Recensement des chômeurs secourus par le Fonds national de chômage<sup>1</sup> : instructions, réponses du préfet, états numériques (1915-1939).
- **10 M 46** : Réglementation des secours contre le chômage [notamment l'attribution des allocations] : instructions (1920-1940). Organisation du Noël des enfants de chômeurs : extraits des délibérations municipales, correspondance, comptes-rendus municipaux des résultats, états des sommes collectées et des subventions accordées par le département (1934).
- **205-206 M** : Répression du vagabondage et de la mendicité. 1829-1928
- **207 M 1-2** : Etats communaux des mendiants. Arrondissement de Commercy. 1846
- **211 M 1** : Transports des indigents. Autorisations délivrées. 1923-1942
- **220 M** : Appels à la générosité publique. 1857-1953
- **313 M 4** : Carnet national des colonies de vacances. Ligue contre les taudis. 1934 - 1940

## ARCHIVES COMMUNALES

Nombreux dossiers sur les bureaux de bienfaisance dans la série **E dépôt**.

## ARCHIVES PRIVEES

- **1 J 40** : Société de secours mutuels de Verdun
- **35 J** : Fonds de l'orphelinat de Saint-Maur à Verdun
- **242 J** : Collection de tracts étudiants
- **15 J 1-27** : Maison de la Mutualité de Bar-le-Duc. Personnel, assemblées générales, historiques, statuts (1853).
- **20 J 1-104** : Société de secours mutuel de Vaucouleurs. Statuts, assemblées générales, membres, comptabilité (1897-1981).
- **21 J** : Société de secours mutuel de Neuville-en-Verdunois et coopérative scolaire.
- **102 J 1-5** : Société de secours mutuel d'Euville. Délibérations du conseil d'administration, comptabilité (1907-1966).
- 

## ARCHIVES ORALES

- **59 J 125** : Les familles des trois personnes interviewées viennent du même village italien et se sont installés à Sorcy. Leurs parents se sont fait naturaliser. Suzanne Dailly travaille à la fromagerie Roustang, puis à la cartoucherie. En 1940, sa famille est évacuée en camion par Darney vers Froideconche. Antoine Furland part à Toul puis Commercy comme apprenti pâtissier. Marchetto Noel raconte son arrivée en France en 1933, venant d'Italie. Il commence en 1939 en vidant les bennes dans une trémie pour alimenter les fours. M.

---

<sup>1</sup> Antérieur à la loi du 11 octobre 1940.

Marchetto avec Guido Versela va ramasser les pommes de terre à Troussey contre une soupe le soir, en hiver dans les années quarante, les rutabagas. Les agriculteurs de Troussey échangent les pommes de terre et leurs produits contre des objets ou des tickets de rationnement.

- **59 J 133** : Lucien Milot est arrivé aux cités de Sorcy en 1931. Son père est chauffournier. En 1940, la famille part à pied jusqu'au château de Montbras. Roland Milot est né le 23 juin 1940 aux cités après leur retour. En 1941, leur père décède et ils connaissent des difficultés pour s'alimenter. De plus, ils sont menacés d'être expulsés du logement.
- **59 J 148** : Noel et Octave Marchetto ont accepté de parler de leur vie à Sorcy-cités. Leur père, originaire d'Italie, arrive à Sorcy vers 1923. En 1933, les enfants arrivent d'Italie où ils élevaient des vers à soie sur des branches de murier. Les Italiens viennent en France à cause du régime politique italien. Ils apprennent le français à l'école. Octave est seul pendant la guerre à travailler pour la famille. Les étrangers ne sont pas toujours bien accueillis. Les conditions matérielles sont dures pendant la guerre, ils n'ont pas de chaussures et il est difficile de manger.
- **59 J 193, 195-201** : Témoignages de personnes ayant connu la fondation Poincaré à Sampigny (non communicables avant 2031 ?)

#### **ARCHIVES CONTEMPORAINES [après 1940]**

- **2 345 W 33** : Fondation Saint-Maur : statuts, arrêtés fixant le plafond de roulement de la maison Saint-Maur, extraits des délibérations du conseil d'administration, correspondance, dossiers concernant le directeur et le personnel en place, programme éducatif et pédagogique ; transformation de la maison d'enfants à caractère social Saint-Maur en centre de rééducation : procès-verbal de contrôle de conformité, règlement intérieur, plans, arrêté d'autorisation ; modifications des structures d'accueil : dossier administratif, dossier technique et dossier financier [1894-1985]
- **893 W** : Conseil Général, service départemental de l'action sociale [Foyer de l'enfance].

\* \* \*